



Parliamentarians for Global Action
Acción Mundial de Parlamentarios
Action Mondiale de Parlementaires

POUR PARUTION IMMEDIATE

CONTACTS

Sén. Tadashi Inuzuka, Parlement National du Japon
Mme la Rep. Mayumi Moriyama, Parlement Nat. du Japon
+81-3-3508-8318 (Tokyo); tadashi_inuzuka1@sangiin.go.jp
Dr. David Donat Cattin, Directeur des Programmes, PGA
+ 1-212-6877755 (ext. 105), donat@pgaction.org

**DECLARATION DE L'ACTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES AU SUJET DE L'ADHESION DU
JAPON AU STATUT DE ROME DE LA COUR PENALE INTERNATIONALE**
LA CPI COMPTE ACTUELLEMENT 105 ETATS MEMBRES

Tokyo/New York “Aujourd’hui, 17 juillet 2007, Jour de la Justice Internationale, le Japon est formellement devenu un membre du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (CPI).

A la fin de la Conférence de Rome, il y a 9 ans, le Japon avait approuvé le Statut mais avait choisi de ne pas le signer. Quand l’Action Mondiale des Parlementaires (PGA) a lancé sa campagne japonaise pour la CPI en 2001, parmi nos collègues membres du Parlement National du Japon, nous avons recueilli progressivement du soutien en provenance de toute la sphère politique, jusqu’à culminer dans un processus de deux ans qui conduisit au plus grand rassemblement politique sur la question de la Justice internationale, “*l’Assemblée Consultative des Parlementaires pour la CPI et l’Etat de droit*” de PGA, en décembre 2006 à Tokyo. Le vote unanime de la Chambre des Représentants le 27 février 2007 et celui du Sénat le 27 avril 2007 en soutien à la *Loi d’Adhésion et de Coopération avec la CPI*, prouvent la grande détermination des différents Législateurs japonais de prendre part à la lutte contre l’impunité et la prévention des crimes les plus graves contre le genre humain.»

Déclaration du Sén. Tadashi Inuzuka (DPJ, opposition), Membre du Comité Exécutif de PGA, et de Mme. la Rep. Mayumi Moriyama (LDP, majorité), Ministre de la Justice et Présidente de “l’Assemblée Consultative des Parlementaires pour la CPI et l’Etat de droit”.

CONTEXTE:

Le Japon est le 105^{ème} Etat membre du Statut de Rome de la CPI, basée à la Haye. Son Procureur, Mr. Moreno Ocampo, a ouvert 4 enquêtes sur les situations respectives de la République Démocratique du Congo (RDC), du Nord de l’Ouganda, du Darfour (Soudan), et de la République Centrafricaine. La Chambre préliminaire de la Cour a lancé 8 mandats d’arrêt contre 5 chefs présumés de l’Armée de Résistance de Dieu (LRA) du Nord de l’Ouganda, le Ministre d’Etat pour les Affaires Humanitaires du Soudan et le chef présumé de la milice Janjaouid au Darfour, ainsi qu’un responsable de plusieurs combats ayant eu lieu en RDC, Mr. Thomas Lubanga. Ce dernier attend d’être jugé dans un Camp de détention de la CPI à la Haye. Le Bureau du Procureur conduit également des enquêtes préliminaires sur d’autres situations dans lesquelles des crimes de guerre, crimes contre l’humanité ou génocide auraient pu être commis. Celles-ci incluent l’Afghanistan, la Colombie et la Côte d’Ivoire.

Les Législateurs suivant le plan de la *Campagne de PGA pour la CPI* ont joué un rôle décisif dans l’adhésion de 60 Etats devenus membres du Statut de Rome, mobilisant ainsi un soutien politique considérable et essentiel pour la Justice

Pénale Internationale et l’Etat de droit. Aucune autre institution parlementaire ou organisation n’est engagée dans une campagne mondiale pour l’universalité et l’effectivité du Statut de Rome.

VISION DE PGA

Contribuer à la création d’un ordre international fondé sur le droit, pour un monde plus équitable, sûr et démocratique.

MISSION DE PGA

PGA est une association non partisane à but non lucratif, constituée d’un réseau de plus de 1300 législateurs élus dans plus de 100 Etats et Parlements régionaux à travers le monde. PGA vise à promouvoir la paix, la démocratie, l’Etat de droit, les droits humains et le développement durable par l’information, le rassemblement et la mobilisation des Parlementaires.

SITE INTERNET

www.pgaction.org